

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Les membres se réunissent pour examiner officiellement les progrès réalisés dans le cadre du travail de l'OMC

L'ensemble des membres de l'OMC s'est réuni lors d'une réunion informelle chez les chefs de délégation afin de discuter de deux principaux enjeux : l'offre de l'Indonésie d'accueillir la prochaine Conférence ministérielle (CM9) à Bali, en décembre 2013, et l'état du programme de Doha pour le développement.

Les enjeux du PDD

Les membres ont réitéré qu'ils sont disposés à parvenir à une entente sur les enjeux afférents à la facilité d'accès des pays les moins avancés (PMA) à l'OMC avant le congé d'été. Le président du sous-comité des PMA a signalé qu'on était parvenu à un consensus conceptuel à l'égard de trois et demi des quatre piliers établis par les ministres lors de la CM8 en décembre dernier.

Le travail se poursuit également dans d'autres secteurs de la déclaration de la 8^e Conférence ministérielle, en l'occurrence les déclarations de dérogation à l'égard des services des PMA, les petites économies, la non-violation des ADPIC (Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce), la période de transition des PMA aux termes de l'entente sur les ADPIC et le Mécanisme d'examen des politiques commerciales, mais les membres ne sont pas pressés de les conclure avant décembre de cette année.

Pour ce qui est des enjeux du PDD, des fonctionnaires déclarent que la principale idée consiste à présent de tenter d'opérationnaliser les principales décisions de la mini-ministérielle de l'OCDE du 23 mai. Ceci implique essentiellement de chercher à avancer à l'égard d'une grappe d'enjeux qui fusionnent le forfait des PMA avec la facilitation des échanges (FÉ).

Sur ce dernier point, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a déclaré que le travail se poursuit de façon constructive au niveau technique, à mesure que les négociateurs s'efforceront de réviser le projet d'accord sur la FE lors de la prochaine séance de leur groupe de négociation qui se tiendra en juillet.

On est d'avis que la facilitation des échanges est à l'avantage des pays développés autant que des pays en développement. Les fonctionnaires déclarent que personne ne s'oppose à la conclusion des pourparlers dans ce secteur des négociations, car tous les membres sont conscients de l'importance de cet enjeu. Cependant, le problème dans ce secteur est double :

1. Les membres ne s'entendent pas si l'accord devrait être conclu indépendamment. Le groupe des pays en développement est partagé sur la question. Les pays ACP (les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), les PEV (petites économies vulnérables) et les PMA font valoir que le progrès sur le plan de la FE devrait entraîner un mouvement parallèle à l'égard des règles et du renforcement des capacités commerciales, comme l'envisage le mandat de négociation. Cependant, les économies émergentes, notamment l'Inde et le Brésil, argumentent que le rattachement de la FE aux enjeux des PMA manque de puissance et qu'il est par conséquent inextricablement déséquilibré.
2. La deuxième préoccupation concerne l'appariement des engagements en matière de FE avec la capacité technique/financière dont ont besoin les pays en développement pour mettre en œuvre ces engagements. Il est absurde, sur le plan juridique, pour les pays ACP de prendre des engagements qu'ils n'ont pas la capacité de tenir, ont prétendu les ACP à une occasion.

M. Lamy a déclaré : « Il y a des progrès, peut-être pas aussi rapides que certains le voudraient, mais compte tenu du caractère technique des travaux et de l'importance que tous les Membres attachent à la méthode ascendante et inclusive des négociations, on ne peut pas prendre de raccourcis ». Il a exhorté les membres à ne pas négliger pour autant les autres enjeux liés au PDD.

« Et j'espère bien que la session d'aujourd'hui permettra d'y voir plus clair sur la marche à suivre pour cela. Depuis la huitième Conférence ministérielle on parle beaucoup de nouvelles idées et de nouvelles approches. Il est peut-être temps de passer des paroles aux actes. »

CM9

La présidente du Conseil général, l'ambassadrice de Norvège auprès de l'OMC, M^{me} Elin Østebø Johansen, a déclaré qu'elle poursuivra ses consultations afin de laisser l'ensemble des membres prendre la décision finale quant à la date et à l'endroit de la CM9 lors de la réunion du Conseil général de juillet, au plus tard. Cela donnera suffisamment de temps à l'Indonésie de venir à bout des préparatifs complexes nécessaires pour la conférence biennale de l'OMC.

L'événement se déroulera à Bali, très probablement dans le centre des congrès flambant neuf qui a récemment accueilli le Sommet asiatique, en novembre dernier.

La plupart des délégations se sont félicitées de l'initiative et y ont apporté leur soutien, bien que certaines d'entre elles aient indiqué qu'elles devaient consulter leur capitale avant de donner une réponse.

Ministres de l'APEC responsables du commerce et Partenariat transpacifique

Comme on s'y attendait, les ministres du Commerce du PTT se sont réunis en marge de la réunion de la Coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC) qui s'est déroulée les 4 et 5 juin à Kazan, en Russie. Neuf pays ont fait le bilan de la situation et du travail qui reste à faire lors des négociations du PTT, qui doivent se poursuivre à San Diego du 2 au 10 juillet.

Comme d'habitude, les ministres se sont félicités des progrès considérables qui ont été réalisés jusqu'à présent au cours de l'année et ont enjoint à leurs négociateurs de s'efforcer de finaliser la plus grande partie possible du texte juridique de l'accord au cours du prochain cycle. Cependant, ils ne se sont pas hâtés d'établir des délais, se contentant de dire que « [TRADUCTION] la substance du progrès que réalisent les négociateurs vers un accord du XXI^e siècle exhaustif et de haute tenue doit déterminer le moment de la conclusion du PTT ».

La question des nouveaux membres a été soulevée, conformément à la recommandation que les négociateurs principaux ont formulée à Dallas, mais il n'y a eu aucune surprise dans ce domaine, car les ministres du Commerce se sont simplement félicités de l'intérêt que manifestent le Canada, le Japon et le Mexique de se joindre au PTP et ont discuté des progrès réalisés par chaque pays dans le cadre de ses consultations bilatérales avec les trois candidats à l'adhésion. Par conséquent, aucune décision n'a été prise au sujet des nouvelles admissions, car les consultations se poursuivront après la réunion de l'APEC.

Le groupe a répété qu'il est d'accord pour accueillir de nouveaux membres si l'on parvient à un consensus et a exprimé son intention de rester en étroit contact au cours des prochaines semaines et des prochains mois pour garantir la réalisation des objectifs établis par ses dirigeants à Honolulu l'année dernière.

Doha et le protectionnisme

Dans une déclaration indépendante au sujet du soutien qu'il faut apporter au système commercial multilatéral (SCM) et de la résistance au protectionnisme, les ministres de l'APEC ont réitéré leur soutien au SCM et à la nécessité de tenir le protectionnisme en échec. « Nous reconnaissons la valeur, la centralité et la primauté du système commercial multilatéral qu'incarne l'OMC (...) comme facteur clé pour promouvoir la création d'emplois et accroître le potentiel d'une croissance et d'un développement forts, durables et équilibrés », ont déclaré les ministres.

L'état actuel de l'économie mondiale a débouché sur une augmentation de nouvelles mesures commerciales restrictives, comme le souligne le rapport émis par l'OMC, la CNUCED et l'OCDE la semaine dernière. « Nous exprimons notre profonde préoccupation au sujet des cas de montée du protectionnisme dans le monde entier », déclare le texte, après que l'OMC eut signalé que 124 nouvelles mesures protectionnistes ont été imposées par des pays du G-20 depuis octobre dernier. Cependant, les ministres de l'APEC ont réaffirmé leur engagement « de prolonger, jusqu'à la fin de 2015, leur promesse de s'abstenir d'ériger de nouvelles barrières à l'investissement ou au commerce des biens et services, d'imposer de nouvelles restrictions à l'exportation ou de mettre en œuvre des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC dans tous les domaines, y compris ceux qui stimulent les exportations ».

« Nous demeurons engagés à faire reculer les mesures protectionnistes ou qui faussent les échanges adoptées depuis le début de la crise et à continuer de faire preuve d'une retenue maximale pour la mise en œuvre de mesures qui peuvent être considérées comme compatibles aux dispositions de l'OMC, mais qui ont un effet protectionniste important et de rapidement remédier à de telles mesures, là où elles sont appliquées. »

Au sujet du PDD, les ministres ont déclaré qu'ils souhaitent se concentrer sur la meilleure voie à suivre pour progresser et ont exhorté leurs fonctionnaires basés à Genève à s'attaquer à la FE, à l'accèsion des PMA et à d'autres enjeux afférents au développement énoncés dans les « Éléments d'orientation politique » adoptés lors de la 8^e Conférence ministérielle de l'OMC (CM8), en sus de poursuivre l'examen « de nouvelles approches différentes, fraîches et crédibles » pour conclure le Cycle de Doha.

« Il y a bien d'autres choses à célébrer. C'est un honneur d'être ici au moment où l'entrée de la Russie à l'OMC approche. En fait, c'est un plaisir de travailler avec tous nos partenaires de l'APEC pour élargir les horizons de l'OMC – depuis la facilitation des échanges, l'élargissement de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI), jusqu'à l'accèsion des PMA et au-delà – après l'instant historique en décembre où nous avons tourné la page de Doha. En outre, pour ceux d'entre nous qui sont membres du Partenariat transpacifique, cette réunion présente l'occasion de célébrer ensemble les progrès ininterrompus vers la conclusion d'un accord », a déclaré le représentant au Commerce des États-Unis, M. Kirk.

Prochains événements

- Sommet du G-20, 18-19 juin 2012, Los Cabos, Baja California Sur
- Pourparlers plurilatéraux sur les services, semaine du 25 juin 2012
- XIII^e cycle du TPP, semaine du 2 juillet 2012, décembre (à confirmer)
- Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, 9-12 juillet 2012
- AECG, semaine du 15 juillet (TBC) septembre 2012
- Conseil général de l'OMC, 25-26 juillet, 3-4 octobre, 19-20 décembre 2012
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 2-9 septembre 2012, Vladivostok
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 20-21 septembre, 14-15 novembre 2012
- Forum public de l'OMC, 24-26 septembre 2012
- XIV^e cycle du TPP, septembre (à confirmer)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.]

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

